

Dynamique de la participation communautaire en évaluation environnementale dans la zone minière de Kamsar, Guinée

lien vers le diaporama

Kadiatou SYLLA

Chercheure au Département de Géologie-Environnement
Centre de Recherche Scientifique Conakry-Rogbanè (CERESCOR)
République de Guinée

Sékou Moussa KEITA

Enseignant Chercheur, Directeur chargé des études
Centre d'Étude et de Recherche en Environnement (CERE) de l'Université Gamal Abdel Nasser de Conakry
République de Guinée

Kadiatou SYLLA est biologiste environnementaliste, titulaire d'un Master en Sciences de l'Environnement du Centre d'Étude et de Recherche en Environnement (CÉRE) et chercheure au département de Géologie-Environnement du Centre de Recherche Scientifique Conakry-Rogbanè (CERESCOR) depuis 2009. Elle a été professeure-assistante au département de biologie de 2007 à 2009. Kadiatou Sylla a travaillé dans l'équipe d'enquêteurs de Alcoa-Alcan en 2007 à Kamsar sur les études socio-économiques et environnementales. Elle a assuré la présidence de l'Association de formateurs pour le développement de l'entrepreneuriat (AFODE) de 2007 à 2011. Elle a travaillé en qualité de chercheure avec l'ONG Guinée-Ecologie sur financement de l'USAID sur la gestion des ressources naturelles en Guinée courant 2005. Elle a également travaillé avec la même ONG sur les « pratiques des industries extractives de Kamsar » sur financement de l'UICN en mars 2010. Elle a participé au Forum international Francophone sur le thème « Jeunesse et emplois verts » à cette occasion, elle a travaillé sur la synthèse des recommandations des jeunes de l'espace francophone pour RIO + 20. Membre de REGUISE, elle est actuellement présidente de l'ONG Femme et Développement Viable (FEDVI).

Résumé

Le développement du secteur minier en Guinée soulève de nombreux défis, dont celui de la participation communautaire. Sans la prise en compte effective de la participation communautaire dans les politiques relatives à l'environnement en général et dans des projets miniers en particulier, il serait difficile de relever les défis environnementaux dans le cadre d'une évaluation environnementale et cela dans une perspective de développement durable.

Les objectifs visés par cette présente sont : i) analyser les approches de la participation communautaire en évaluation environnementale dans la commune rurale de Kamsar et ii) Évaluer la perception des communautés de la commune rurale de Kamsar sur l'impact des projets miniers sur leur localité.

La démarche méthodologique et les outils utilisés pour atteindre les objectifs est la suivante : la collecte des données basée sur la méthode d'enquête avec à la clé deux techniques (l'entrevue semi-dirigée individuelle et/ou en focus group) et l'analyse de contenu a permis de faire l'analyse thématique des opinions exprimées par les enquêtés. À ces techniques, se sont ajoutées des illustrations sur fond de vidéo réalisées auprès des déplacés de la compagnie Global Alumina Company (GAC). Le focus group a été réalisé dans trois villages (Kabata, Kamsar Centre et Dapras). L'entrevue semi-dirigée individuelle a été faite au niveau de sept services préfectoraux de Boké et cinq au niveau de la sous-préfecture de Kamsar. La méthode d'échantillonnage non probabiliste à choix raisonné a été utilisée.

Il ressort de cette étude que les cadres des services déconcentrés ne sont pas outillés sur les enjeux d'une étude d'impact environnemental. Les communautés sont frustrées par la présence de ces compagnies minières qu'elles considèrent comme un mal nécessaire car n'ayant aucun moyen de recours pour que leurs aspirations soient prises en compte. Les services déconcentrés et les communautés soupçonnent un flou autour des compagnies minières.

Le rôle de l'État est ainsi de veiller à la formation de ses cadres à la base, car l'implantation des compagnies minières présente d'énormes enjeux environnementaux préjudiciables à la vie des communautés affectées. La Banque Mondiale est sensée mettre en place des moyens dont les communautés peuvent avoir recours lorsque les problèmes qu'elles soulèvent ne sont pas pris en compte dans le rapport d'une étude d'impact environnemental. Les ONG locales devraient s'investir pour une meilleure organisation des communautés par le biais des formations.